

LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE A L'ETRANGER

Un retentissant échec du socialisme en Suisse

Ces socialistes suisses viennent d'éprouver un vrai désastre : par 731.478 voix contre 109.491, le peuple helvétique a repoussé, le 3 décembre, l'initiative qu'ils avaient introduite relativement à un prélèvement sur la fortune des particuliers et des sociétés.

Grâce au referendum, il suffit que 30.000 citoyens demandent qu'une loi, votée par le Parlement fédéral, soit soumise à la ratification du corps électoral, pour que le peuple soit appelé à se prononcer souverainement.

Voilà donc quelles étaient les principales dispositions du texte proposé au peuple suisse par l'initiative socialiste.

Pour les collectivités, l'impôt est de 10 % de la fortune imposable. Toutefois, on n'est pas considéré comme fortune imposable, d'une part, le capital social versé, et, d'autre part, les réserves destinées uniquement à des buts d'intérêt général.

Pour assurer la perception de cette imposition qui eût frappé si lourdement les fortunes à partir de 80.000 francs, les socialistes suisses ont été amenés à proposer deux mesures qui, toutes deux, ne menaçaient pas seulement les gens riches, mais atteignaient tous ceux qui possédaient quelques biens, si minimes fussent-ils.

En premier lieu, on supprimait le secret des banques ; tout établissement bancaire devait être soumis à une véritable inspection de la part des agents du fisc.

En second lieu — et c'est la mesure qui souleva l'opposition la plus générale parce qu'elle touchait le plus grand nombre de personnes — les auteurs de l'initiative voulaient gratifier et obliger, de tous les titres, officiel et obligatoire, de tous les titres.

ENTRE SOCIALISTES ET COMMUNISTES

Il y a trois semaines, le parti communiste français offrait au parti socialiste d'entrer en conférence avec lui, pour la réalisation d'un « front unique » sur une série de points à déterminer.

Le parti socialiste (S.F.I.O.), qui seul avait répondu à l'invitation communiste, nomma quatre délégués pour entendre le détail des propositions communistes.

Trois jours après, le Comité directeur communiste écrivait au parti socialiste, en maintenant la proposition d'un front unique sur divers points qui seraient à régler, mais en se refusant à désavouer les buts de la III<sup>e</sup> Internationale, comme à répudier ce qu'on lui dit et écrit leurs camarades de France et de Russie.

La commission administrative du parti socialiste, réunie hier soir, pour arrêter les termes d'une réponse, a chargé son secrétaire général, M. Paul Faure, d'adresser au Comité directeur communiste une lettre par laquelle les socialistes prononcent acte de refus opposé par les communistes de reconnaître la bonne foi de ceux à qui ils font appel.

On attend M. Mussolini dans la soirée du même jour. La nouvelle officielle de son acceptation de la date du 9, est arrivée hier après-midi à Londres.

Avant les entretiens de Londres LES CONVERSATIONS COMMENCERONT SAMEDI

Paris, 6 décembre. — Les conversations des premiers ministres alliés commenceront dans la matinée de samedi à Downing Street, dans le bureau de M. Bonar Law.

M. Polcaré arrivera à Londres vendredi soir à 7 h. 30 ; il sera accompagné, ainsi qu'on le sait, de M. de Lasierye et de M. de Perretti de la Rocca et Tanqueray.

On attend M. Mussolini dans la soirée du même jour. La nouvelle officielle de son acceptation de la date du 9, est arrivée hier après-midi à Londres.

UNE CONTRE-REVOLUTION EN BULGARIE

Belgrade, 6 décembre. — La presse de Belgrade annonce qu'une contre-révolution vient d'éclater en Bulgarie.

Les partis de l'opposition, aidés d'émigrants macédoniens, auraient occupé Kustendil, port important sur la mer Noire, et rassemblé 15.000 hommes munis d'armes, de munitions et de quelques canons.

Le cabinet Stambouliski a pris des mesures énergiques ; il a proclamé l'état de siège dans plusieurs villes.

La ville de Kustendil a été réoccupée mardi après-midi.

Les Macédoniens autonomistes ont évacué la ville sans opposer de résistance, et le gouvernement considère que l'affaire est liquidée.

Le procès du Cabinet Radoslavoff, Sofia, 6 décembre. — La Haute-Cour qui juge les membres du Cabinet Radoslavoff, a clos ses débats.

Le délégué des Soviets Krassine à Rome

Un entretien de l'homme d'Etat russe avec M. Mussolini



M. MUSSOLINI M. KRASSINE On sait que Krassine, commissaire des Soviets, en venant hier, à Rome, un entretien avec Mussolini, chef du Cabinet italien.

Les deux personnalités politiques ont examiné la possibilité de reprendre les relations commerciales italo-russes.

A LAUSANNE

Lord Curzon a exposé le projet interallié sur le régime futur des détroits

Ismet Pacha réserve sa réponse. — Tchitcherine se rebiffe

LES PROPOSITIONS ALLIEES SONT EXPOSEES PAR LORD CURZON

Lausanne, 6 décembre. — La Commission des questions territoriales et militaires a repris, mercredi matin, l'étude de la question des détroits.

Lord Curzon a exposé les propositions alliées, en vue d'assurer la liberté des détroits, ainsi que leur délimitation.

Les stations navales des puissances actuellement à Constantinople seront maintenues.

En temps de guerre, si la Turquie est neutre, même régime qu'en temps de paix ; si la Turquie n'est pas neutre, liberté de passage seulement pour les navires neutres.

En temps de paix, liberté complète. Limitation de séjour et du nombre des navires.

Les stations navales des puissances actuellement à Constantinople seront maintenues.

En temps de guerre, si la Turquie est neutre, même régime qu'en temps de paix ; si la Turquie n'est pas neutre, liberté de passage seulement pour les navires neutres.

En temps de paix, liberté complète. Limitation de séjour et du nombre des navires.

A LA CHAMBRE

LA DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Un discours de M. l'abbé Lemire député d'Hazeubrouck sur l'école primaire unique

RÉPONSE DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE AUX DIVERS ORATEURS

Le budget de l'Instruction publique M. DUGOS, DÉPUTÉ DE LA HAUTE-GARONNE, PLAIDE LA CAUSE DES UNIVERSITÉS ET COLLEGES DONT LA SUPPRESSION EST ENVISAGÉE PAR M. BÉRARD.

SEANCE DU MATIN Paris, 6 décembre. — M. Chénouard-Goyon préside la séance, qui s'ouvre à 9 h. 35.

M. Léon Bérard est au banc du gouvernement. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget de l'Instruction publique.

La parole est à M. Dugos, député de la Haute-Garonne, dans la discussion générale.

M. Léon Bérard. — J'ai voulu simplement résumer le plus économiquement possible, tout en obtenant le meilleur rendement.

M. Herriot préconise la transformation de certains collèges inutiles, en établissements d'enseignement professionnel, transformation qui serait, dit-il, accueillie avec joie.

M. MAUREL RECLAME DES MAJORATIONS DE TRAITEMENTS POUR LE PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT EN ACTIVITÉ ET RETRAITÉ.

M. MAUREL RECLAME DES MAJORATIONS DE TRAITEMENTS POUR LE PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT EN ACTIVITÉ ET RETRAITÉ.

LA LIBERTÉ DES OPINIONS POLITIQUES POUR LES INSTITUTEURS

M. MAUREL proteste énergiquement pour les sanctions dont sont l'objet les instituteurs qui professent des opinions libérales avancées ou même communistes.

M. MAUREL fait allusion à un récent incident survenu dans les Bouches-du-Rhône, où deux professeurs de l'enseignement secondaire « furent dit-il, frappés pour avoir pris part à une conférence présidée par M. Ferdinand Buisson ».

M. MAUREL continue l'exposé détaillé des réformes qu'il voudrait voir introduire dans le statut du personnel de l'enseignement primaire ; il réclame des indemnités plus fortes pour les charges de famille.

LA LIBERTÉ DES OPINIONS POLITIQUES POUR LES INSTITUTEURS

M. MAUREL proteste énergiquement pour les sanctions dont sont l'objet les instituteurs qui professent des opinions libérales avancées ou même communistes.

LE BUDGET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

M. l'abbé Lemire préconise l'école primaire unique

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget de l'Instruction publique.

La parole est à M. l'abbé Lemire, dans la discussion générale.

chers publiques de quatre joyaux appartenant au Musée du Louvre.

On discute le projet de nomination d'un membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension de villes.

La Commission de l'Administration générale, départementale et communale représente la candidature de M. Louis Dupin.

M. l'abbé Lemire, continuant son discours, réclame le droit à l'enseignement secondaire pour tous les enfants qui sont aptes à le recevoir.

Puis, élargissant le débat, l'orateur, soulevant l'enseignement primaire, déclare qu'il n'est pas de l'école primaire unique, dit-il, ferait du bien à l'école elle-même, qui serait mieux tenue.

L'orateur ne croit pas que l'école primaire unique soit une école primaire sans morale comme elle a été souvent dit.

M. l'abbé Lemire rappelle, à ce propos, que M. Ferdinand Buisson a écrit pendant la guerre une brochure intitulée : « Le fond religieux de la morale laïque ».

Comme tous ces jeunes gens, à quelque croyance qu'ils appartiennent, étaient unis dans la tranquillité, dit-il, nous voudrions voir tous les enfants unis sur les bancs de l'école.

L'orateur exalte ensuite le rôle de l'instituteur, qui, loin d'être un simple fonctionnaire, est le délégué de la France, à la mission auguste de former les enfants.

M. l'abbé Lemire rappelle, à ce propos, que M. Ferdinand Buisson a écrit pendant la guerre une brochure intitulée : « Le fond religieux de la morale laïque ».

Comme tous ces jeunes gens, à quelque croyance qu'ils appartiennent, étaient unis dans la tranquillité, dit-il, nous voudrions voir tous les enfants unis sur les bancs de l'école.



M. BÉRARD ministre de l'Instruction publique

quels qu'ils soient, ont le droit absolu d'appartenir à un parti politique quelconque et de professer toutes les opinions, à la condition expresse de ne pas porter atteinte à l'intérêt de l'enseignement public.

M. DE MAGALON PROTESTE CONTRE L'OPPRESSION INTELLECTUELLE EXERCÉE PAR LES LIVRES SCOLAIRES SUR LES ENFANTS.

Approuvé sur tous les bancs, M. de Magalon dit que les vocations des grands hommes se décident souvent sur les bancs de l'école, en écoutant une belle leçon.

Les livres scolaires doivent donc renfermer tout le savoir, tout le savoir nécessaire à la nourriture intellectuelle.

La Conférence du désarmement à Moscou

Riga, 6 décembre. — Suivant une dépêche de Moscou, un certain pessimisme règne dans les milieux de la conférence de désarmement, au sujet du succès de cette conférence.

LE POINT DE VUE KEMALISTE SUR LE RÉGIME FUTUR DES DÉTROITS

Lausanne, 6 décembre. — Un correspondant de la presse s'est enquis auprès des mil-